

Déclaration de Mariano Rumor au sommet de La Haye (1er décembre 1969)

Légende: Le 1er décembre 1969, lors du sommet européen de La Haye, le Premier ministre italien Mariano Rumor insiste sur la nécessité politique de renforcer la coopération entre les États membres des Communautés européennes.

Source: Bulletin des Communautés européennes. Février 1970, n° 2. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL: http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_mariano_rumor_au_sommet_de_la_haye_1er_decembre_1969-fr-07118e35-95de-436f-b8cc-0f64001f29da.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

Déclaration de Mariano Rumor (La Haye, 1er décembre 1969)

Cette conférence de chefs d'Etat ou de gouvernement européens, que vous avez convoquée avec l'accord des gouvernements des autres pays membres de la Communauté, sur une initiative heureuse du Président de la République française, nous fait un devoir de ne pas décevoir les espoirs et les profondes aspirations de nos peuples. Nous devons aujourd'hui faire preuve de courage et de clairvoyance: deux qualités nécessaires qui caractérisent les grands choix historiques. Il est urgent de mettre un terme à une période d'incertitude et de stagnation et de faire en sorte que les peuples de l'Europe démocratique se rendent compte qu'ils sont de nouveau maîtres de leur destin. La complexité des problèmes qui se posent à nous et l'évolution de la politique mondiale exigent que notre échange de vues soit caractérisé par une prise de conscience de la situation et des solutions qu'elle appelle, qu'il soit empreint de la plus grande franchise et d'esprit de conciliation.

Nous devons donc retrouver l'esprit et le langage de ceux qui nous ont précédés sur le chemin de la construction européenne. Ils ont fait resurgir notre continent des ruines de la guerre, précisément parce que, surmontant des rivalités séculaires, ils ont su clore un chapitre tragique de notre histoire pour en ouvrir un autre, qui repose sur la compréhension réciproque et la solidarité.

Le sommet actuel est le quatrième de notre vie communautaire. Il devra être — et je pense que c'est là un vœu commun — l'expression d'une authentique volonté politique de s'acheminer, en pleine conscience des orientations actuelles, vers des formes plus marquées et plus concrètes d'intégration, et vers un rapprochement des lignes de conduite pour l'élargissement de la Communauté.

Les discussions qui ont commencé et qui se dérouleront avec la participation de la Commission devront nous indiquer la façon de résoudre des problèmes particulièrement urgents dont dépendent l'existence, le développement et l'avenir de notre Communauté.

Le succès du système communautaire — que ses adversaires même ne peuvent méconnaître — est la condition préalable permettant à l'Europe d'atteindre cette dimension économique-sociale correspondant au défi de notre temps, mais aussi de devenir une entité qui ait voix au chapitre dans la confrontation dialectique entre les grandes puissances, en harmonie avec l'évolution historique du monde.

Dans les rencontres préparatoires, multilatérales et bilatérales, de notre réunion au sommet, nous sommes convenus d'affronter les problèmes du développement économique et politique de l'Europe en partant du schéma — suggéré par nos amis français à qui revient l'initiative de cette rencontre — d'un «triptyque» consistant dans l'achèvement, l'approfondissement et l'élargissement des Communautés.

Considérons ce schéma logique comme un instrument utile à l'analyse d'un ensemble de problèmes dont la solution devra assurer la relance et la réalisation de l'idée européenne, mais retenons que les trois éléments du «triptyque» doivent être considérés, aussi pour respecter les termes du Traité, non pas séparément, mais bien dans leur unité politique substantielle.

Il nous semble en effet que les solutions que nous apporterons aux problèmes de l'achèvement ne peuvent pas, dans la réalité, être dissociées de celles que nous donnerons aux problèmes de l'«approfondissement» et de l'«élargissement». Il existe une harmonie constructive que nous devons rechercher et trouver. Cette tâche est certes difficile, mais captivante.

Le premier janvier prochain, les Communautés entreront dans ce que les Traités appellent la «période définitive», et nous avons l'intention de respecter nos engagements. Toutefois, il suffirait d'énumérer les principaux problèmes posés par l'«approfondissement» pour se rendre compte immédiatement du caractère profondément évolutif des prochaines années de la vie communautaire dans un monde, et sur un continent, qui se sentent toujours plus poussés vers une intégration économique authentique. Nous vivons dans une période historique où de grandes transformations se produisent dans les rapports internationaux, les dimensions de la production, de la technologie et des sciences, les structures sociales, les aspirations des peuples au bien-être, à la paix, à la sécurité et à la liberté.

Nous devons donc — et on le veut certainement du côté italien — prendre dans les délais prévus par les Traités et par les dispositions communautaires, les engagements nécessaires à la construction interne de notre Communauté, en menant une négociation équitable, tenant compte des intérêts des parties en présence, afin de donner également à la réglementation ainsi établie une forme objective et partant la plus stable possible. Nous devons définir les lignes du processus d'intégration futur auquel nous entendons convier nos pays, mais aussi les autres Etats européens qui désirent adhérer à notre Communauté; nous devons affronter concrètement sous des formes et dans des délais qui ne laissent aucune place à l'incertitude, les problèmes soulevés par l'élargissement de la Communauté. C'est une tâche qui est également prévue par les Traités.

L'enjeu est important. A nos yeux, on ne peut plus se borner aujourd'hui à éviter un ralentissement dans le fonctionnement du système communautaire. Il est nécessaire d'aller plus loin: il faut une véritable intégration économique et sociale. A cet égard, nous sommes prêts à contribuer à l'approbation d'un règlement financier agricole valable pour la période définitive et fondé sur une répartition équitable des charges qui pèsent sur les économies des pays membres, en même temps que d'une réglementation des secteurs agricoles, tels ceux du vin et du tabac, pour lesquels il n'existe pas encore d'organisation de marché, ainsi que d'une réforme du Fonds social. Le programme pluriannuel d'Euratom devra assurer l'avenir de la collaboration européenne dans le domaine nucléaire et la sauvegarde du Centre commun de recherche.

Mais il est une exigence qui paraît fondamentale et dont la satisfaction ne peut être remise à plus tard: c'est l'expression sans ambages de notre volonté de donner un cours rapide et bien défini aux initiatives tendant à l'élargissement de la Communauté aux pays désireux d'en faire partie et qui ont posé leur candidature. Il est naturel que les Six s'accordent entre eux sur les procédures, les conditions et les critères, en s'inspirant de l'esprit et de la lettre du Traité. Mais il est essentiel de dissiper l'incertitude qui demeure — quant aux délais et aux modalités — incertitude par ailleurs largement partagée par l'opinion publique, dont la pression se fait vivement sentir. Il s'agit, du reste, de réaliser un élargissement géographique de notre Communauté et d'accroître sa représentativité sur le plan historique et culturel, tout autant que sur celui de la politique et de l'économie.

A notre avis, la fin du mois de mars offre un délai raisonnable pour définir à six les conditions préalables nécessaires à l'ouverture sans retard de négociations sérieuses et constructives.

Mais c'est là un objectif politique qu'il importe d'atteindre. Le retard que le cours des événements a apporté au processus d'intégration politique et l'insuccès des tentatives entreprises entre-temps pour le relancer sont à la base de la situation de faiblesse et — nous devons aussi le reconnaître — d'infériorité dans laquelle se trouve l'Europe.

Dans le dialogue mondial, l'Europe en tant que telle est absente.

La consolidation économique et sociale de l'Europe occidentale, obtenue notamment grâce à la sécurité offerte par l'Alliance atlantique, n'est pas allée de pair, jusqu'ici, sur le plan politique avec ces progrès indispensables sans lesquels l'unité communautaire risquerait de se borner à des relations économiques avec le reste du monde.

La valeur d'une Europe politiquement unie ne serait évidemment pas inférieure à celle que la Communauté a aujourd'hui dans le domaine économique. Pour atteindre un tel but, il convient cependant de concilier les exigences de ceux qui visent d'abord la réalisation des objectifs internes et des partisans d'un développement institutionnel permettant d'établir une politique commune et un contrôle démocratique. Nous ne pouvons pas ignorer en effet que, dans chacun de nos six pays, des voix de plus en plus nombreuses et autorisées, demandent que la Communauté, avec toutes les ressources dont elle dispose et pourra disposer, soit soumise au contrôle d'un Parlement élu par les peuples.

Ne pas doter la Communauté d'institutions politiques serait faire fi des exigences de nos peuples et de tous ceux qui, en dehors de nos frontières, regardent vers l'Europe.

Nous ne devons pas oublier que notre travail a servi de modèle à tous ceux qui, sur d'autres continents, veulent trouver dans l'unité une solution à leurs problèmes et une réponse démocratique au désir d'un progrès économique et social rapide.

Comme je l'ai dit, le dialogue entre les grandes puissances se poursuit depuis longtemps en l'absence de l'Europe. Mais nous sommes désormais à la veille de développements qui peuvent avoir une incidence sur l'avenir de notre propre continent.

Il ne fait pas de doute que, dans le vaste ensemble des problèmes mondiaux, ceux qui intéressent les rapports Est-Ouest, le désarmement, l'aspiration à une détente véritable, ont une telle prédominance qu'ils détermineront la politique de l'Europe durant les années à venir.

Nos pays assistent aujourd'hui à l'amorce d'un dialogue entre les deux plus grandes puissances mondiales, dialogue qui a cependant été gravement entravé du fait des événements de Tchécoslovaquie. Mais la détente est un objectif auquel on ne saurait renoncer. Dans l'intérêt même du peuple tchécoslovaque, la discussion devait être reprise et elle a repris. Les conversations entre l'URSS et les USA qui ont connu ces jours derniers un début prometteur à Helsinki nous incitent aujourd'hui à formuler les souhaits les plus sincères pour leur succès.

Mais si tel est notre souhait, et si en même temps nous reconnaissons que l'Amérique ne manque pas de consulter ses alliés, nous ne pouvons pas ne pas voir combien la situation de l'Europe occidentale serait toute différente si elle pouvait faire entendre sa propre voix, si elle voyait se développer son unité politique, et si elle avait des vues d'avenir cohérentes dans le domaine de l'élargissement.

C'est encore plus vrai si l'on pense à cette conférence Est-Ouest à laquelle nous avons également consacré notre attention au sein de l'Alliance Atlantique. Pour parvenir, donc, à une véritable détente et à une paix stable et durable, il est nécessaire que l'Europe occidentale, unie, puisse faire valoir ses vues sur un problème qui est essentiel pour elle.

A cet égard, la situation actuelle en Méditerranée devrait faire l'objet d'une réflexion sérieuse, et inciter l'Europe occidentale à agir de façon unie, en faveur de l'équilibre.

Nous ne pouvons pas espérer toutefois que cette union pourra se faire sans préparation, sans surmonter des difficultés, sans créer les conditions préalables par le biais de solutions réalistes et acceptables par tous. Il s'agira par conséquent d'un objectif à atteindre par étapes mais, nous le souhaitons, à un rythme progressif et soutenu.

Telles sont les idées qui inspirent notre collaboration sincère et loyale à la rencontre de ce jour.

Nous croyons que cette rencontre peut et doit déboucher sur la volonté d'amorcer la solution des problèmes communautaires fondamentaux. Nous croyons que la Communauté a besoin d'une relance qui ranime la confiance et marque un tournant de la conjoncture européenne. Gardons notre Communauté en vie et consolidons nos institutions; élargissons géographiquement ses frontières; donnons, en même temps, une impulsion nouvelle au processus d'intégration grâce à une action coordonnée qui aborde les domaines pourtant nécessaires, mais non couverts par les traités de Rome, de façon à mobiliser toutes les énergies de nos pays, à répondre à la légitime impatience et à l'attente de la jeunesse qui pense et agit aujourd'hui avec une mentalité européenne.

Abordons à ce propos ces problèmes, particulièrement importants pour le développement d'une Communauté qui entend être un fait nouveau de l'histoire: ceux de la culture, de la science, de la technologie.

Si nous ne nous décidons pas, ce sont les événements qui nous forceront la main et nous bousculeront.

Je sais combien les problèmes que j'ai abordés sont complexes. Le but n'est pas facile à atteindre. Mais nous

pensons cependant qu'il n'est pas au-delà des forces de nos pays, à condition que les gouvernements soient sincèrement déterminés à l'atteindre et à ne pas laisser échapper cette grande occasion historique.

Nous voudrions que de cette cité qui a indissolublement lié son nom à des initiatives de paix et à la création d'institutions destinées à régir les rapports entre les Etats sur la base du droit, parte une nouvelle initiative appelée à marquer, après celles de Messine et de Rome, une étape importante pour l'unité de l'Europe.